

Mémorial

Memorial

du

des

Grand-Duché de Luxembourg.



Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 28 juillet 1923.

N<sup>o</sup> 35.

Samstag, 28. Juli 1923.

Loi du 26 juillet 1923, portant approbation de la convention sur les relations télégraphiques entre le Luxembourg et la Belgique.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 17 juillet 1923 et celle du Conseil d'État du 20 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La convention sur les relations télégraphiques entre le Luxembourg et la Belgique qui a été signée à la date du 13 avril 1923 est ratifiée.

**Art. 2.** La présente loi pourra être mise à exécution à partir du jour de sa publication au *Mémorial*.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Pianore, le 26 juillet 1923.

CHARLOTTE.

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,*

F. REUTER.

*Le Directeur général des finances,*

A. NEYENS.

Gesetz vom 26. Juli 1923, wodurch das Übereinkommen über den telegraphischen Verkehr zwischen Luxemburg und Belgien genehmigt wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 17. Juli 1923 und derjenigen des Staatsrates vom 20. desselben Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

**Art. 1.** Das am 13. April 1923 unterzeichnete Übereinkommen über den telegraphischen Verkehr zwischen Luxemburg und Belgien ist genehmigt.

**Art. 2.** Dieses Gesetz kann mit dem Tage seiner Veröffentlichung im „*Mémorial*“ in Kraft gesetzt werden.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „*Mémorial*“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Pianore, den 26. Juli 1923.

Charlotte.

*Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,*

F. R e u t e r.

*Der General-Direktor der Finanzen,*

A. N e y e n s.

**Arrangement télégraphique entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique.**

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg et Sa Majesté le Roi des Belges, désirant régler les relations télégraphiques entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique et favoriser le développement de ces relations, et usant de la faculté que leur accorde l'art. 17 de la Convention télégraphique internationale signée le 22 juillet 1875 à St. Pétersbourg, ont résolu de conclure un nouvel arrangement à ce sujet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, Monsieur Emile *Reuter*, Son Ministre d'État, Président du Gouvernement,

et

Sa Majesté le Roi des Belges,

Monsieur le Comte *de Laubespain*, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Luxembourg,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1<sup>er</sup>.

Le tarif par mot des télégrammes ordinaires échangés directement entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique est fixé à quinze centimes (fr. 0,15) par mot, avec minimum de perception d'un franc cinquante centimes (fr. 1,50) par télégramme.

A partir du cinquante et unième mot, le tarif par mot est réduit de moitié.

Les télégrammes de presse bénéficient de la réduction de 50 % des taxes envisagées aux deux alinéas précédents, le minimum de perception étant toutefois d'un franc cinquante centimes (fr. 1,50) également par télégramme.

Art. 2.

Le même mode de perception est appliqué dans chacun des deux pays.

La taxe est perçue en monnaie belge resp. luxembourgeoise, franc pour franc, sans taxe complémentaire d'aucune espèce.

Art. 3.

Le partage de ces taxes se fera par moitié entre les deux administrations.

Art. 4.

Un compte distinct sera dressé mensuellement pour ce trafic spécial et fera l'objet d'un décompte trimestriel indépendant du compte général.

La liquidation du solde se fera en francs belges (franc pour franc).

Art. 5.

Les télégrammes échangés entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique qui, par suite d'interruption des lignes directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère, de même que les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe sur la demande de l'expéditeur, sont soumis aux taxes et aux dispositions de la convention télégraphique internationale et du règlement de service qui la complète.

Art. 6.

Les télégrammes intérieurs de chacun des deux pays qui par suite d'interruption momentanée de ses propres lignes, auraient à emprunter, pour arriver à destination, les lignes télégraphiques de l'autre pays, ne donnent lieu à aucune bonification.

Art. 7.

Les télégrammes arrivant à un bureau de l'un des deux États, voisin de la frontière, peuvent être transportés par exprès sur le territoire de l'autre État, dans un rayon à déterminer de commun accord par les deux administrations.

Art. 8.

Les dispositions de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, ainsi que celles du règlement de service international sont applicables aux relations directes entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique dans tout ce qui n'est pas réglé par les présentes dispositions, lesquelles remplacent et abrogent les arrangements signés à Luxembourg, le 27 décembre 1921

Art. 9.

Les administrations télégraphiques des deux pays pourront, à toute époque, modifier de commun accord et sauf approbation de leurs gouvernements respectifs, les tarifs et conditions déterminés par le présent arrangement.

Art. 10.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date à fixer ultérieurement par les administrations télégraphiques des deux pays, et sera maintenu jusqu'à la mise en vigueur de la revision du règlement de service international arrêté à Lisbonne.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le 13 avril 1923.

(S.) REUTER.

(S.) Comte DE LAUBESPIN.

**Arrêté grand-ducal du 29 juin 1923, portant fixation des indemnités à allouer en toute matière aux témoins, experts et interprètes.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 33 de la loi du 8 mai 1872, sur les droits et les devoirs des fonctionnaires;

Vu l'art. 98 de la loi du 18 février 1885, sur l'organisation judiciaire;

Notre Conseil d'État entendu;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

**Großh. Beschluß vom 29. Juni 1923, wodurch die Entschädigungen der Zeugen, Sachverständigen und Dolmetscher, in allen Sachen, geregelt werden.**

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 33 des Gesetzes vom 8. Mai 1872 über die Rechte und Pflichten der Beamten;

Nach Einsicht des Art. 98 des Gesetzes vom 8. Februar 1885 über die Gerichtsverfassung;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Avons arrêté et arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** En toute matière, les indemnités des témoins, experts et interprètes sont réglées ainsi qu'il suit.

**Art. 2.** Les témoins reçoivent, s'ils le demandent, une indemnité fixée pour chaque jour de comparution à 3 fr.

**Art. 3.** Il est alloué pour les expertises, pour chaque vacation de 3 heures, de même que pour le rapport:

a) aux médecins, dentistes, pharmaciens, chimistes, ingénieurs, architectes et professeurs, 12 fr.;

b) aux interprètes, sages-femmes, vétérinaires, géomètres, experts en vérification d'écritures ou de comptes, 9 fr.;

c) aux cultivateurs, artisans, ouvriers et autres experts, 5 fr.

Il ne peut être alloué par journée que trois vacations: la première est allouée en entier, quelle qu'en soit la durée; pour chaque heure employée au delà d'une vacation de 3 heures, l'indemnité est payée par tiers de vacation; les fractions moindres sont négligées.

En outre, le prix des travaux et fournitures nécessaires pour les opérations est remboursé sur notes détaillées et dûment certifiées. Sont compris dans les fournitures les instruments dont la mise hors d'usage est constatée.

**Art. 4.** Par dérogation à l'art. 3, chaque médecin reçoit:

a) pour une simple visite, le rapport et le premier pansement compris, 10 fr.;

b) pour une opération dûment spécifiée et plus difficile que la simple visite et le pansement, la visite et le rapport compris, 20 fr.;

c) pour l'examen extérieur du cadavre, y compris éventuellement la sonde des plaies, 25 fr.;

Haben beschlossen und beschließen:

**Art. 1.** Die Entschädigungen der Zeugen, Sachverständigen und Dolmetscher sind in allen Sachen geregelt, wie folgt.

**Art. 2.** Die Zeugen erhalten, auf Verlangen, eine Entschädigung von 3 Fr. für jeden Tag der Zuziehung.

**Art. 3.** Für Begutachtungen durch Sachverständige erhalten für jede Betätigung (Vacation) von 3 Stunden, sowie für den Bericht:

a) die Ärzte, Zahnärzte, Apotheker, Chemiker, Ingenieure, Architekten und Professoren, 12 Fr.;

b) die Dolmetscher, Hebammen, Tierärzte, Geometer, Schrift- oder Rechnungkundigen, 9 Fr.;

c) die Landwirte, Handwerker, Arbeiter und sonstigen Sachverständigen, 5 Fr.

Es können nur drei Vacations für den Tag berechnet werden: die erste wird ganz gewährt, welches auch deren Dauer sei; jede über die dreistündige Vacation hinaus angewandte Stunde wird mit einer Drittelvecation vergütet; geringere Bruchteile kommen nicht in Betracht.

Außerdem werden die Kosten der für die Operationen notwendigen Arbeiten und Lieferungen auf Vorlegen von ausführlichen und gehörig beglaubigten Rechnungen ersetzt. Zu den Lieferungen gehören die nachweislich verbrauchten Geräte.

**Art. 4.** Abweichend von Art. 3 erhält jeder Arzt:

a) für einen einfachen Besuch einschließlich des Berichtes und des ersten Verbandes, 10 Fr.;

b) für eine gehörig dargelegte Operation, die schwieriger ist als der einfache Besuch und der Verband, einschließlich des Besuches und des Berichtes, 20 Fr.;

c) für die äußere Besichtigung einer Leiche einschließlich gegebenenfalls der Untersuchung der Wunden, 25 Fr.;

d) pour l'autopsie comprenant l'examen extérieur du cadavre, l'étude des lésions et leur dissection, 50 fr.;

e) si l'autopsie est ordonnée plus de 4 jours après le décès, 75 fr.;

f) pour l'autopsie d'un fœtus, 25 fr.

Les visites faites par les sages-femmes sont payées, le rapport compris, 6 fr.

Il est alloué aux vétérinaires:

a) pour chaque visite, le rapport compris, 7,50 fr.;

b) pour une autopsie, la visite et le rapport compris, 20 fr.

**Art. 5.** Les frais d'exhumation de cadavres sont fixés conformément aux usages locaux, sur la production des pièces justificatives.

**Art. 6.** Il n'est pas dû d'indemnité de route et de séjour pour les déplacements qui se font dans un rayon ne dépassant pas 3 kilomètres du centre de la résidence.

**Art. 7.** Lorsque le déplacement se fait par chemin de fer ou tout autre moyen de transport en commun, l'indemnité de route consistera dans le remboursement des frais de transport.

Pour les voyages en chemin de fer il sera remboursé aux témoins un billet de 3<sup>me</sup> classe, aux experts désignés sub *a* et *b* de l'art. 3 ci-dessus, un billet de 2<sup>me</sup> classe, et aux experts énumérés sub *c* du même art. 3 un billet de 3<sup>me</sup> classe.

Lorsque le déplacement se fait autrement que par un moyen de transport en commun, les frais de route seront liquidés pour chaque kilomètre parcouru tant pour l'aller que pour le retour, à raison de 30 centimes pour les témoins, à raison de 40 centimes pour les experts énumérés sub *a* et *b* de l'art. 3, et à raison de 30 centimes, pour les experts visés sub *c* du même article.

Pour chaque voyage, la fraction de kilomètre obtenue par l'addition des distances parcourues est comptée pour un kilomètre entier.

d) für Leichenöffnung, begreifend die äußere Besichtigung der Leiche, die Erforschung und die Sektion der Verletzungen, 50 Fr.;

e) wenn die Leichenöffnung später als vier Tage nach dem Tode angeordnet wird, 75 Fr.;

f) für Öffnung eines Fötus, 25 Fr.

Die Hebammen erhalten für jeden Besuch einschließlich des Befundberichtes, 6 Fr.

Die Tierärzte erhalten:

a) für jeden Besuch einschließlich des Befundberichtes, 7,50 Fr.;

b) für Leichenöffnung einschließlich des Befundes und des Berichtes, 20 Fr.

**Art. 5.** Die Kosten der Leichenausgrabungen werden nach Ortsbrauch festgesetzt; Belegstücke sind beizubringen.

**Art. 6.** Reisen, welche eine Entfernung von 3 Kilometer vom Innern des Amtssitzes nicht überschreiten, werden nicht vergütet.

**Art. 7.** Bei Reisen mit der Eisenbahn oder jedem anderen öffentlichen Beförderungsmittel besteht die Entschädigung in der Rückvergütung des Fahrpreises.

Bei Reisen mit der Eisenbahn wird den Zeugen eine Fahrkarte 3. Klasse, den unter *a* und *b* des obigen Art. 3 bezeichneten Sachverständigen eine Fahrkarte 2. Klasse und den unter *c* des selben Art. 3 aufgezählten Sachverständigen eine Fahrkarte 3. Klasse vergütet.

Reisen, für welche öffentliche Fahrmittel nicht gebraucht werden, werden wie folgt vergütet: für jedes Kilometer des Hinweges und des Rückweges, 0,30 Fr. für die Zeugen; 0,40 Fr. für die unter *a* und *b* des Art. 3 aufgezählten Sachverständigen und 0,30 Fr. für die unter *c* des selben Artikels bezeichneten Sachverständigen.

Für jede Reise wird der bei der Zusammenrechnung der Kilometer übrigbleibende Bruchteil für ein ganzes Kilometer gezählt.

**Art. 8.** Il sera alloué aux témoins une indemnité de séjour de 16 fr.; aux experts des catégories *a* et *b* de l'art. 3 une indemnité de séjour de 20 fr. et aux experts de la catégorie *c* de l'art. 3 une indemnité de séjour de 16 fr.

Un quart de l'indemnité de séjour est dû pour la première journée de voyage commencée, un quart pour chacun des deux repas principaux et un quart pour le découcher. Pour les journées suivantes, un tiers de l'indemnité est dû pour chacun des deux repas principaux et un tiers pour le découcher.

Le premier quart n'est dû qu'une seule fois, pour une même journée, quel que soit le nombre des déplacements effectués.

**Art. 9.** Si le témoin, en raison de son jeune âge ou de son infirmité, a besoin d'un guide, les indemnités sont à accorder pour chacune de ces personnes.

**Art. 10.** Les fonctionnaires de l'État reçoivent pour toute indemnité celle réglée par les prescriptions en vigueur pour les voyages de service, lorsqu'ils sont appelés:

1<sup>o</sup> comme témoins de faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions;

2<sup>o</sup> comme experts, lorsqu'ils sont appelés en raison de leur qualité de fonctionnaires et que l'exercice de la science, de l'art ou de la profession dont l'expertise suppose la connaissance, rentre dans les devoirs des fonctions par eux remplies.

**Art. 11.** Dans tous les cas où les experts sont appelés à l'instruction ou lors du jugement des affaires, en raison de leurs déclarations, visites ou rapports faits antérieurement ou en raison de leur art ou profession, ils ont droit aux indemnités dues aux experts.

**Art. 12.** Les experts et ouvriers qui, dans les cas prévus par la loi et le présent arrêté, refu-

**Art. 8.** Den Zeugen wird eine Aufenthaltentschädigung von 16 Fr., den Sachverständigen der Kategorie a und b des Art. 3 eine Entschädigung von 20 Fr. und denen der Kategorie c des Art. 3 eine Entschädigung von 16 Fr. gewährt.

Ein Viertel der Aufenthaltentschädigung ist für den ersten angefangenen Reisetag geschuldet, ein Viertel für jede der beiden Hauptmahlzeiten und ein Viertel für das Übernachten. Für die folgenden Tage ist ein Drittel der Entschädigung für jede der beiden Hauptmahlzeiten und ein Drittel für das Übernachten geschuldet.

Das erste Viertel ist nur einmal für einen und denselben Tag geschuldet, welches auch die Anzahl der stattgefundenen Reisen sei.

**Art. 9.** Wenn der Zeuge wegen seines jugendlichen Alters oder wegen eines Gebrechens eines Führers bedarf, sind die Entschädigungen für eine jede dieser Personen zu gewähren.

**Art. 10.** Staatsbeamte erhalten als erschöpfende Entschädigung Reise- und Aufenthaltskosten nach Maßgabe der für Dienstreisen geltenden Vorschriften, falls sie zugezogen werden:

1. als Zeugen über Umstände, von denen sie in Ausübung ihres Amtes Kenntnis erhalten haben;

2. als Sachverständige, wenn sie aus Veranlassung ihres Amtes zugezogen werden und die Ausübung der Wissenschaft, der Kunst oder des Gewerbes, deren Kenntnis Voraussetzung der Begutachtung ist, zu den Pflichten des von ihnen versehenen Amtes gehört.

**Art. 11.** In allen Fällen, wo Sachverständige zu der Untersuchung oder beim Urteil zugezogen werden, aus Veranlassung früherer von ihnen gemachten Erklärungen, Besuche oder Berichte, oder aus Veranlassung ihrer Kunst oder ihres Gewerbes, haben dieselben Anrecht auf die den Sachverständigen geschuldeten Entschädigungen.

**Art. 12.** Die Sachverständigen und Arbeiter, welche in den durch das Gesetz und diesen Be-



sent ou négligent sans excuse reconnue valable, de faire les visites, les services ou les travaux pour lesquels ils sont légalement requis, en matière répressive, sont punis d'une amende de 51 à 200 fr.

**Art. 13.** Pour les témoins et les experts venant de l'étranger, il est abandonné au président de la juridiction devant laquelle ils doivent comparaître, de dépasser les taux prévus au présent arrêté et de fixer l'indemnité équitablement.

**Art. 14.** La taxe des indemnités prévues au présent arrêté est susceptible d'un recours, qui doit être formé, dans les huit jours francs de la délivrance de la taxe, devant la Cour supérieure de justice, chambre civile, siégeant en chambre du conseil.

Le recours sera formé par simple lettre, affranchie de toute obligation de timbre et d'enregistrement, et est dispensé du ministère d'un avoué.

Aucun recours n'est plus admissible contre la décision de la Cour, qui est également affranchie des formalités de timbre et d'enregistrement.

**Art. 15.** Il n'est dû aucuns frais de voyage aux gardes champêtres et forestiers, aux agents de la police locale et de la force publique, lorsqu'ils se transportent hors de leur résidence pour la remise qu'ils sont tenus de faire de leurs procès-verbaux aux fonctionnaires désignés par la loi, ou pour la conduite des personnes par eux arrêtées devant l'autorité compétente. Ils n'ont droit en ce cas qu'au remboursement des frais de séjour, s'il y a lieu.

**Art. 16.** Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

**Art. 17.** Les membres du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exé-

schluß vorgesehenen Fällen, ohne als gültig anerkannten Grund, die Besuche, Dienste oder Arbeiten, wozu sie in Strafsachen gesetzmäßig ersucht wurden, verweigern oder versäumen, werden mit einer Buße von 51 bis 200 Fr. bestraft.

**Art. 13.** Wenn Zeugen und Sachverständige aus dem Ausland kommen, so ist es dem Präsidenten des Gerichtes, vor dem sie erscheinen müssen, unbenommen, die in diesem Beschluß vorgesehenen Sätze zu überschreiten und die Entschädigung billigerweise festzusetzen.

**Art. 14.** Gegen die Bemessung der in diesem Beschluß vorgesehenen Entschädigungen ist die Beschwerde zulässig; dieselbe muß innerhalb acht vollen Tagen nach Aushängung der Taxe bei der Zivilkammer des Obergerichtshofes, als Ratskammer, erhoben werden.

Die Einlegung von Beschwerden kann ohne die Mitwirkung eines Anwalts durch einfachen Brief erfolgen, welcher von jeder Stempel- und Enregistrementgebühr befreit ist.

Gegen die Entscheidung des Obergerichtshofes, welche ebenfalls von der Stempel- und Enregistrementspflicht befreit ist, ist eine weitere Beschwerde nicht zulässig.

**Art. 15.** Den Feldhütern und Förstern, den Agenten der Lokalpolizei und denjenigen der öffentlichen Macht stehen keine Reisekosten zu, wenn sie sich aus ihrem Amtssitze entfernen, um ihre Protokolle den durch das Gesetz bezeichneten Beamten pflichtmäßig zu überbringen oder um Arrestanten der zuständigen Behörde vorzuführen.

In diesem Falle haben sie gegebenenfalls nur Anrecht auf Rückerstattung der Aufenthaltskosten.

**Art. 16.** Sämtliche diesem Beschluß entgegenstehende Bestimmungen sind abgeschafft.

**Art. 17.** Die Mitglieder der Regierung sind nach Zuständigkeit, mit der Ausführung dieses

ention du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 juin 1923.

*Les membres du Gouvernement :*

E. REUTER.  
A. NEYENS.  
R. DE WAHA.  
J. BECH.  
G. SOISSON.

CHARLOTTE.

Beschlusses, welcher im „Memorial“ veröffentlicht wird, beauftragt.

Luxemburg, den 29. Juli 1923.

Die Mitglieder der Regierung:

E. Reuter.  
A. Neyens.  
R. de Waha.  
J. Bech.  
G. Soisson.

Charlotte.

**Avis. — Jury d'examen.** — Par arrêté gr.-d. du 25 juillet 1923, M. Nicolas *Speller*, professeur au gymnase de Luxembourg, a été nommé membre effectif du jury d'examen pour la philosophie et les lettres, en remplacement de M. Auguste *Oster*. — 25 juillet 1923.

**Avis. — Sociétés de secours mutuels.** — Par arrêté de M. le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et de la prévoyance sociale du 21 juillet 1923, la modification suivante, apportée à l'art. 16 des statuts de la société de secours mutuels « Luxemburger Unterstützungsverein für die Hinterbliebenen der Beamten und Arbeiter der Eisenbahnen in Elsaß-Lothringen und Luxemburg », à Luxembourg, par décision de l'assemblée générale du 15 avril 1923, a été approuvée.

**Art. 16.** Der Vorstand und die Mitglieder des Ausschusses beziehen keine Vergütung, hingegen wird dem Kassierer-Sekretär eine Entschädigung von 700 Fr. für seine besondere Mühewaltung usw. zuerkannt.

Ebenso kann den Einkassierern eine Entschädigung von 0,50 Fr. pro Kopf und Jahr dann zugestanden werden, wenn deren Bezirk mindestens 10 Mitglieder begreift und die Gelder regelmäßig innerhalb 6 Wochen nach dem Verfalltage an den Kassensführer zur Ablieferung gelangen.

Die Vergütung des Kassierers soll rückwirkend vom Jahr 1921 an gelten. — 21 juillet 1923.

**Avis. — Administration communale.** — Par arrêté de M. le Directeur général de la justice, de l'intérieur et de l'instruction publique du 23 juillet 1923, M. Théodore *Schræder*, cultivateur, à Erpeldange, a été nommé aux fonctions d'échevin de la commune d'Erpeldange.

**Avis. — Associations syndicales.** — En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour la construction d'un chemin d'exploitation au lieu dit « Beim Kirchhof » à Erpeldange (Bous), a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Bous. — 26 juillet 1923.

**Avis. — Titres au porteur.** — Suivant déclaration de l'intéressé en date du 17 juillet 1923 il a été donné mainlevée de l'opposition formée par lui-même en date du 6 mai 1921 (*Mémorial* n° 33, p. 569) au paiement tant du capital que des intérêts échus et à échoir des obligations de l'emprunt grand-ducal 4½ % de 1919, lit. B, n°s 28917 et 28918 de 500 fr. chacune, et lit. C, n°s 22038 et 22039 de 1000 fr. chacune.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 22 de la loi du 16 mai 1891, concernant la perte des titres au porteur. — 21 juillet 1923.

**Avis. — Postes et télégraphes.** — Une agence téléphonique, qui s'occupe également de la transmission et de la réception des télégrammes, est établie dans la localité de Mœstroff. Cette agence est ouverte pour les services télégraphique et téléphonique aux mêmes heures que le bureau préposé de Diekirch. — 24 juillet 1923.



**Arrêté du 27 juillet 1923, portant complément à celui du 9 du même mois concernant l'examen des étalons et la distribution des primes pour l'amélioration de la race chevaline.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Vu l'art. 21, al. 5 de l'arrêté grand-ducal du 8 septembre 1922, concernant l'amélioration de la race chevaline;

Vu également l'arrêté ministériel du 9 juillet 1923, concernant l'examen des étalons destinés à la monte pendant l'année 1924 resp. la distribution des primes pour l'amélioration de la race chevaline pendant l'année 1923;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'art. 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel susvisé du 9 juillet 1923 est complété, sous un n<sup>o</sup> 5, par la disposition suivante:

«Les étalons ayant remporté les années précédentes la prime de championnat ne pourront concourir ni pour la prime de concours ni pour celle de conservation.

Toutefois, il peut leur être attribué, s'ils sont représentés et reconnus méritoires, une prime de conservation de 1300 fr.»

**Art. 2.** Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 27 juillet 1923.

*Le Directeur général de l'agriculture,  
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*  
R. DE WAHA.

**Beschluß vom 27. Juli 1923, wodurch derjenige vom 8. desj. Mts., über die Untersuchung der Hengste und die Verteilung der Prämien zur Veredelung der Pferderasse, vervollständigt wird.**

Der General-Direktor des Ackerbaus, der Industrie u. der sozialen Fürsorge;

Nach Einsicht des Art. 21, Abs. 5, des Großh. Beschlusses vom 8. September 1922, über die Veredelung der Pferderasse;

Nach Einsicht ferner des Ministerialbeschlusses vom 9. Juli 1923, betreffend die Untersuchung der zur Beschälung während des Jahres 1924 bestimmten Hengste, bezw. die Verteilung der Prämien zur Veredelung der Pferderasse, während 1923;

Beschließt:

**Art. 1.** Art. 1 des vorerwähnten Ministerialbeschlusses vom 9. Juli 1923 wird unter einer Nr. 5 durch nachfolgende Bestimmung vervollständigt:

„Die Hengste, die in den vorhergehenden Jahren die Championatsprämie davongetragen haben, können weder an dem Wettbewerb für die Prämien noch an demjenigen für Beibehaltungsprämien teilnehmen.

Jedoch kann ihnen, falls sie wieder vorgeführt und als verdienstvoll anerkannt werden, eine Beibehaltungsprämie von 1300 Fr. bewilligt werden.“

**Art. 2.** Dieser Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 27. Juli 1923.

Der General-Direktor des Ackerbaus,  
der Industrie und der sozialen Fürsorge,  
R. de W a h a.

**Caisse d'Épargne.** — A la date des 11 et 20 juillet 1923, les livrets n<sup>os</sup> 152473 et 111993 ont été déclarés perdus. Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'Épargne et à faire valoir leurs droits. Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux. — 21 juillet 1923.

**Avis. — Service des audiences de la Cour supérieure de justice et des tribunaux d'arrondissement pendant les vacances de 1923 et pendant l'année 1923-1924.**

Vacations.

*Cour supérieure de justice.* — Les audiences des vacances pendant l'année courante sont fixées au samedi, 11 août, et au jeudi, 13 septembre, à 9½ heures du matin, pour toutes les affaires.

*Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.* — Les audiences des vacances de l'année 1923, sont fixées comme suit:

A. Pour les affaires civiles et commerciales: au jeudi, 9 août, à 9 heures du matin; pour les affaires correctionnelles: au vendredi, 10 août, et samedi, 11 août, chaque fois à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée.

B. Pour les affaires civiles et commerciales: au lundi, 27 août, à 9 heures du matin; pour les affaires correctionnelles: au mardi, 28 août et mercredi, 29 août, chaque fois à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée.

C. Pour les affaires civiles et commerciales: au jeudi, 13 septembre, à 9 heures du matin; pour les affaires correctionnelles: au vendredi, 14 septembre et samedi, 15 septembre, chaque fois à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée.

Le tribunal consacrera éventuellement les audiences correctionnelles à la continuation des affaires civiles et commerciales enrôlées pour les audiences des vacances des 9 août, 27 août et 13 septembre.

*Tribunal d'arrondissement de Diekirch.* — Les audiences des vacances pendant l'année 1923, sont fixées pour toutes les affaires au samedi, 18 août, et au samedi, 8 septembre, à 9½ heures du matin.

Audiences ordinaires pendant l'année judiciaire 1923—1924.

*Cour supérieure de justice.* — Les jours d'audience pendant l'année judiciaire 1923—1924 sont fixés aux jeudi et vendredi de chaque semaine à 9½ heures du matin pour les appels en matière civile et commerciale, et au besoin, pour les affaires de cassation; au mardi de chaque semaine, à 9½ heures du matin, pour les affaires de cassation, et au besoin, pour les affaires civiles et commerciales; au samedi et au lundi, à 9½ heures du matin, et, au besoin, à 3½ heures de relevée, pour les appels en matière correctionnelle.

*Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.* — Les audiences civiles sont fixées aux lundi, mardi et mercredi, chaque fois à 9 heures du matin, pour les affaires civiles ordinaires; l'audience de mercredi est consacrée au surplus à l'expédition des affaires disciplinaires; en outre, il y aura une audience civile le lundi, à 3 heures de relevée, pour les affaires civiles ordinaires, pour les instances en divorce, les affaires domaniales, les poursuites en saisie immobilière, les demandes en pro Deo et les recours en matière électorale.

Les audiences commerciales sont fixées aux jeudi, vendredi et samedi, chaque fois à 9 heures du matin.

Les audiences correctionnelles sont fixées aux lundi, à 9 heures du matin, mardi, à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée, mercredi, vendredi et samedi, chaque fois à 9 heures du matin. L'audience de l'après-midi du premier mardi de chaque mois sera réservée principalement pour les affaires répressives dirigées contre de jeunes délinquants.

Des audiences correctionnelles supplémentaires sont fixées aux après-midi de mercredi et de jeudi.

L'audience de référé aura lieu le mardi, à 8½ heures du matin, ou à tout autre jour à fixer par M. le Président.

*Tribunal d'arrondissement de Diekirch.* — Le tribunal tiendra les audiences publiques les mercredi et jeudi de chaque semaine, chaque fois à 9½ heures du matin, pour les affaires civiles; le vendredi, à 9½ heures du matin pour les affaires commerciales, et, au besoin, pour les affaires civiles; le samedi, à 9½ heures du matin, et le mardi, à 9½ heures du matin et à 2½ heures de relevée, pour les affaires correctionnelles. Les audiences de jeudi seront spécialement consacrées aux affaires domaniales et disciplinaires, aux publications des requêtes en matière d'expropriation forcée et aux demandes en admission à plaider en débet. Les audiences de référé sont fixées au jeudi de chaque semaine, à 3 heures de relevée ou à tout autre jour à fixer par M. le Président. — 25 juillet 1923.

**Avis. — Crédit Foncier de l'Etat. — Grand-Duché de Luxembourg.**

Obligations foncières 3½ % sorties au premier tirage, du 23 juillet 1923:

*Littera A, 194 obligations de 200 francs*

N<sup>os</sup> 127, 185, 301, 420, 490, 517, 572, 865, 990, 1166, 1200, 1207, 1224, 1237, 1300, 1380, 1432, 1433, 1497, 1504, 1539, 1643, 1700, 1732, 1760, 1847, 1875, 1969, 1988, 2013, 2060, 2188, 2268, 2300, 2403, 2419, 2442, 2506, 2635, 2784, 2792, 2797, 2829, 2904, 2916, 2923, 2971, 3127, 3246, 3377, 3422, 3525, 3557, 3572, 3677, 3834, 3899, 3946, 3948, 4087, 4124, 4237, 4239, 4253, 4311, 4456, 4496, 4547, 4694, 4724, 5027, 5150, 5180, 5183, 5402, 5434, 5442, 5543, 5552, 5633, 5693, 5822, 5843, 5865, 5870, 5952, 6018, 6048, 6086, 6265, 6275, 6279, 6301, 6348, 6389, 6396, 6413, 6484, 6613, 6641, 6673, 6911, 6921, 6991, 7017, 7030, 7135, 7179, 7181, 7218, 7284, 7348, 7361, 7365, 7465, 7521, 7558, 7567, 7586, 7628, 7760, 7779, 7795, 7858, 7879, 7921, 7928, 7956, 8007, 8026, 8125, 8147, 8182, 8346, 8398, 8423, 8447, 8461, 8478, 8518, 8568, 8610, 8635, 8677, 8689, 8731, 8766, 8874, 8904, 9224, 9274, 9327, 9374, 9403, 9465, 9512, 9701, 9705, 9760, 9940, 9973, 10110, 10143, 10169, 10193, 10264, 10308, 10334, 10336, 10348, 10364, 10509, 10575, 10593, 10610, 10731, 10797, 10917, 10982, 11004, 11091, 11171, 11318, 11328, 11333, 11438, 11441, 11467, 11530, 11532, 11537, 11579, 11596, 11738.

*Littera B, 606 obligations de 500 francs.*

N<sup>os</sup> 58, 97, 117, 155, 316, 381, 420, 460, 484, 558, 559, 625, 659, 668, 677, 758, 849, 906, 1215, 1225, 1257, 1261, 1285, 1384, 1493, 1513, 1517, 1548, 1606, 1651, 1662, 1680, 1694, 1768, 1771, 1838, 1874, 1877, 1957, 2031, 2185, 2200, 2213, 2232, 2323, 2324, 2370, 2408, 2461, 2492, 2515, 2801, 2827, 2893, 2915, 2963, 3034, 3084, 3140, 3141, 3176, 3189, 3212, 3242, 3295, 3324, 3400, 3430, 3578, 3619, 3628, 3643, 3679, 3680, 3689, 3710, 3790, 3966, 4235, 4267, 4357, 4384, 4402, 4425, 4433, 4446, 4508, 4526, 4543, 4605, 4764, 4786, 4799, 4816, 4851, 5037, 5045, 5109, 5193, 5271, 5414, 5423, 5537, 5543, 5544, 5622, 5630, 5638, 5723, 5774, 5810, 5936, 6012, 6037, 6253, 6400, 6442, 6446, 6584, 6602, 6647, 6673, 6748, 6750, 6954, 7100, 7150, 7247, 7334, 7406, 7426, 7485, 7526, 7629, 7636, 7689, 7734, 7796, 7949, 8037, 8042, 8052, 8167, 8180, 8226, 8291, 8333, 8469, 8486, 8572, 8685, 8890, 8907, 8913, 8950, 8994, 9001, 9101, 9195, 9198, 9450, 9658, 9738, 9863, 9883, 9932, 9991, 10135, 10190, 10249, 10257, 10323, 10391, 10450, 10463, 10496, 10510, 10540, 10543, 10579, 10653, 10694, 10744, 10756, 10785, 10804, 10872, 10880, 10887, 10892, 10904, 10949, 10995, 11108, 11153, 11171, 11174, 11255, 11357, 11379, 11400, 11629, 11672, 11690, 11724, 11730, 11815, 11819, 11842, 11858, 11913, 12031, 12041, 12048, 12053, 12107, 12118, 12338, 12348, 12439, 12548, 12586, 12614, 12675, 12708, 12896, 12981, 12997, 13052, 13075, 13108, 13209, 13457, 13536, 13553, 13578, 13602, 13641, 13817, 13926, 13933, 13936, 13974, 13981, 13984, 14053, 14112, 14174, 14231, 14363, 14402, 14480, 14483, 14596, 14733, 14736, 14868, 14918, 14928, 14956, 15100, 15132, 15134, 15220, 15277, 15310, 15402, 15414, 15419, 15461, 15505, 15565, 15583, 15637, 15676, 16074, 16160, 16219, 16223, 16244, 16251, 16262, 16301, 16316, 16334, 16428, 16498, 16501, 16525, 16534, 16544, 16622, 16634, 16841, 16884, 16915, 17127, 17197, 17209, 17229, 17238, 17244, 17406, 17446, 17507, 17552, 17560, 17587, 17638, 17712, 17817, 17846, 17851, 17915, 18016, 18050, 18125, 18135, 18227, 18232, 18289, 18472, 18515, 18540, 18600, 18645, 18667, 18675, 18677, 18699, 18725, 18816, 19039, 19060, 19163, 19207, 19254, 19411, 19418, 19610, 19626, 19658, 19724, 19735, 19768, 19780, 19869, 19902, 19908, 19949, 19970, 20013, 20178, 20213, 20313, 20317, 20339, 20350, 20422, 20470, 20586, 20591, 20665, 20694, 20782, 20851, 20854, 20857, 20885, 20893, 20899, 20918, 20982, 21082, 21148, 21212, 21213, 21286, 21330, 21363, 21382, 21519, 21561, 21579, 21601, 21670, 21711, 21718, 21721, 21827, 21838, 22009, 22011, 22034, 22101, 22125, 22158, 22225, 22307, 22437, 22467, 22489, 22522, 22700, 22715, 22748, 22962, 23004, 23023, 23138, 23176, 23243, 23287, 23289, 23293, 23311, 23385, 23436, 23451, 23456, 23648, 23658, 23760, 23835, 23932, 24024, 24122, 24233, 24261, 24324, 24332, 24408, 24432, 24452, 24484, 24539, 24580, 24802, 24836, 24845, 24908, 24983, 25011, 25068, 25328, 25341, 25361, 25414, 25449, 25515, 25553, 25568, 25592, 25718, 25722, 25784, 25905, 25923, 25936, 25945, 25952, 26019, 26021, 26022, 26032, 26045, 26117, 26403, 26448, 26453, 26470, 26502, 26531, 26701, 26761, 26859, 26881, 27093, 27099, 27100, 27104, 27120, 27125, 27162, 27183, 27208, 27242, 27270, 27511, 27517, 27570, 27785, 27824, 27928, 27995, 28138, 28212, 28272, 28311, 28314, 28332, 28464, 28485, 28499, 28527, 28635, 28667, 28696, 28724, 28733,

28863, 28920, 28973, 29001, 29030, 29121, 29162, 29248, 29307, 29415, 29418, 29720, 29776, 29904, 29928, 29969, 30145, 30198, 30211, 30229, 30235, 30244, 30418, 30558, 30646, 30666, 30782, 30794, 30845, 30901, 30924, 31009, 31084, 31134, 31190, 31192, 31325, 31496, 31719, 31720, 31755, 31981, 32015, 32289, 32305, 32412, 32550, 32600, 32741, 32774, 32856, 32865, 33328, 33331, 33335, 33368, 33493, 33523, 33597, 33723, 33781, 33784, 33792, 33800, 33830, 33851, 33857, 33954, 33979, 34169, 34249, 34260, 34286, 34347, 34358, 34617, 34628, 34645, 34807, 34857, 34953, 35218, 35228, 35267, 35284, 35335, 35461, 35538, 35570, 35596, 35683, 35687, 35824, 35828, 35953, 35960.

*Littera C, 275 obligations de 1000 francs.*

N<sup>os</sup> 160, 169, 189, 195, 241, 274, 324, 325, 343, 409, 416, 425, 441, 449, 464, 582, 619, 638, 684, 721, 746, 780, 800, 828, 884, 934, 989, 1056, 1087, 1124, 1147, 1272, 1282, 1297, 1451, 1534, 1600, 1781, 1956, 2040, 2093, 2162, 2173, 2179, 2189, 2255, 2278, 2330, 2506, 2512, 2583, 2590, 2610, 2713, 2728, 2740, 2764, 2812, 2833, 2898, 3016, 3125, 3405, 3421, 3629, 3800, 3812, 3930, 3939, 3958, 3971, 4051, 4081, 4111, 4177, 4208, 4427, 4461, 4497, 4565, 4763, 4846, 4912, 4913, 4945, 4966, 4971, 5026, 5045, 5051, 5061, 5182, 5299, 5311, 5319, 5373, 5424, 5561, 5694, 5807, 5810, 5877, 5912, 5937, 5995, 6070, 6078, 6082, 6124, 6173, 6216, 6249, 6316, 6356, 6475, 6648, 6655, 6716, 6741, 6806, 6834, 6842, 6857, 6863, 6925, 7039, 7045, 7159, 7198, 7321, 7349, 7539, 7587, 7670, 7695, 7735, 7910, 8038, 8132, 8157, 8275, 8355, 8410, 8435, 8491, 8541, 8655, 8825, 8840, 8842, 8843, 9078, 9107, 9135, 9140, 9142, 9151, 9209, 9298, 9355, 9376, 9541, 9639, 9714, 9807, 9812, 9861, 9880, 10008, 10011, 10034, 10090, 10116, 10156, 10201, 10218, 10246, 10374, 10379, 10398, 10456, 10472, 10511, 10559, 10698, 10858, 11161, 11220, 11332, 11376, 11617, 11638, 11673, 11785, 11824, 11857, 12045, 12092, 12144, 12172, 12300, 12308, 12312, 12389, 12396, 12473, 12586, 12628, 12645, 12646, 12666, 12831, 12859, 12960, 13141, 13147, 13366, 13387, 13432, 13433, 13466, 13578, 13655, 13670, 13713, 13717, 13739, 13928, 13960, 14135, 14156, 14175, 14223, 14259, 14289, 14305, 14319, 14340, 14426, 14496, 14506, 14512, 14601, 14636, 14640, 14660, 14815, 14842, 14851, 15041, 15042, 15079, 15125, 15345, 15350, 15353, 15369, 15470, 15493, 15622, 15666, 15758, 15773, 15970, 15990, 16008, 16082, 16193, 16199, 16200, 16232, 16239, 16243, 16469, 16490.

Ces titres seront remboursés au pair, sans frais, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1923, soit à la caisse du Crédit foncier de l'État à Luxembourg, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne.

Ils cessent de porter intérêts à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1923. — 23 juillet 1923.

**Avis. — Sociétés de secours mutuels.** — Par arrêté du 25 juillet 1923, les mutuelles *Sparverein der Gemeinde Vichten*, à Vichten, et *Sparverein der Gemeinde Neunhausen*, à Insborn, ont été légalement reconnues et leurs statuts approuvés.

Les statuts des deux mutualités sont la reproduction exacte du type-modèle élaboré par le Gouvernement et les mêmes que ceux de la mutualité « *Sparverein der Gemeinde Diekirch* », publiés à la page 251 du *Mémorial* de 1921, avec les différences suivantes:

1<sup>o</sup> L'art. 10 des statuts de la mutualité « *Sparverein der Gemeinde Vichten* » fixe le capital final d'épargne à mille fois le montant de la cotisation hebdomadaire.

2<sup>o</sup> Art. 14. Les deux mutualités ont adopté le taux de 0,30 fr. pour les frais de copie à payer par le membre en retard pour le paiement de ses cotisations.

